

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 16 AVRIL 2014

SOMMAIRE

- 1) De moins en...
- 2) La même chose : et avec ça on progresse !
- 3) Le changement
- 4) Elle imprime...
- 5) Gattaz et son portefeuille ???!
- 6) L'union bancaire ??
- 7) Elle n'est jamais présente
- 8) Il est élu
- 9) Mais cela ne changera rien...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Les socialistes de moins en moins majoritaires à l'Assemblée



Les députés dans l'hémicycle, le 8 avril, pour le vote de confiance à Manuel Valls. (Photo Charles Platiau. Reuters)

Remaniement et élections partielles ont fait varier la composition de l'hémicycle depuis les élections législatives de 2012. Quels ministres sont de retour ? Quel groupe gagne des députés ?

L'Assemblée n'est plus tout à fait la même que celle qui a été élue en juin 2012. Depuis les dernières législatives, en effet, pas moins de huit élections partielles se sont tenues, l'une après la démission de Jérôme Cahuzac, les autres à la suite de l'annulation du précédent scrutin par le Conseil constitutionnel. Dans quatre d'entre elles, le PS a perdu un député face à la droite; dans trois autres, l'UMP a conservé le siège remporté en 2012. Le dernier cas est un peu particulier, puisque le député de Wallis-et-Futuna, Napoléon Polutélé, a, comme son prédécesseur, choisi de siéger dans le groupe socialiste après avoir été élu avec le soutien de l'UMP locale.

Sans quitter la majorité, deux députés socialistes ont également décidé de quitter leur groupe : Jérôme Lambert, en désaccord avec son parti sur le volet «filiation» du mariage homosexuel, a rejoint les rangs des radicaux; et Sylvie Andrieux, soupçonnée de détournement de fonds et exclue du PS, siège désormais parmi les non-inscrits.

De plus, après la démission du dernier gouvernement, neuf ex-ministres vont retrouver les sièges laissés à leurs suppléants en 2012, ce qui aura des conséquences sur la composition et le poids de leurs groupes. Le changement doit se faire un mois après l'arrivée des nouveaux ministres, soit le 1er mai pour Jean-Marc Ayrault et Alain Vidalies, et le 3 mai pour le reste de l'ancien gouvernement. Le PS va ainsi perdre un député avec le retour à l'Assemblée de Cécile Duflot, qui siègera dans le groupe écologiste, tandis que sa suppléante socialiste quittera le Palais Bourbon. Au total, le groupe SRC aura donc maigri de cinq députés depuis le début de la mandature, passant de 295 à 290 membres.

Et ce n'est peut-être pas fini : si, comme il le souhaite, Pierre Moscovici devient commissaire européen au début de l'été, il devra démissionner de son mandat. S'en suivrait une partielle risquée dans le Doubs, puisque la liste de l'ex-ministre de l'Economie y a été défaite lors des élections municipales. Un départ pour Bruxelles de sa concurrente Elisabeth Guigou aurait les mêmes

conséquences. En cas de défaite à ces élections partielles, le groupe SRC serait à un cheveu de perdre sa majorité absolue, le seuil de celle-ci étant à 289 députés. Le renfort des écologistes et des radicaux lui deviendrait donc encore plus nécessaire.

Enfin, deux législatives partielles devraient être organisées prochainement : une dans le Nord après la démission pour raison de santé du centriste Jean-Louis Borloo, et l'autre à Toulouse, puisque l'UMP Jean-Luc Moudenc, élu maire, a souhaité démissionner de son mandat de député.

Ministres, ils partent et ils reviennent

Parmi les anciens du gouvernement Ayrault qui vont bientôt retrouver leur siège à l'Assemblée nationale, quelques poids-lourds dont la voix portera particulièrement dans l'hémicycle. Comme le Premier ministre sortant Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste sous Nicolas Sarkozy; l'ex-ministre de l'Economie Pierre Moscovici – à moins qu'il ne démissionne pour devenir commissaire européen; ou encore Cécile Duflot, dont on guettera particulièrement les prises de position après son départ du gouvernement pour incompatibilité politique avec le nouveau Premier ministre.

Des retours qui entraîneront autant de départs de suppléants, dont certains s'étaient distingués depuis deux ans, comme Jérôme Guedj, suppléant de François Lamy et figure de la gauche du PS : il faisait partie, il y a quelques jours, de la délégation de députés socialistes mécontents reçus à Matignon par Manuel Valls. «Il paraît que ma voix portait parfois un peu trop, au risque d'agacer de temps en temps», revendique-t-il dans un article publié jeudi sur son blog, disant aussi sa «frustration de ne pas pouvoir continuer [son] travail» législatif. Et concluant : «I'll be back (ou pas).» Vincent Feltesse, battu à la mairie de Bordeaux par Alain Juppé, devra aussi laisser son siège à Michèle Delaunay, ancienne ministre déléguée aux Personnes âgées.

D'autres personnalités de l'Assemblée, appelées au gouvernement, vont céder leur siège. Notamment l'ex-rapporteur du Budget, Christian Eckert, un député haut en couleur devenu secrétaire d'Etat au Budget; ou Jean-Marie Le Guen – même si, chargé des relations avec le Parlement, il ne s'éloignera pas trop du Palais

Bourbon.

liberation.fr-Dominique ALBERTINI et Florence
TRICOIRE

II) Cambadélis veut appliquer la méthode Hollande au Parti socialiste

Obs

Par Le Nouvel Observateur

Jean-Christophe Cambadélis devrait être élu pour succéder à Harlem Désir à la tête du PS. Au programme du futur Premier secrétaire : dégraisser le parti.



Jean-Christophe Cambadélis, le 3 mars 2014. MATHIEU PATTIER/SIPA

S'adresse-t-on aux militants comme on s'adresse aux citoyens ? C'est ce que semble croire Jean-Christophe Cambadélis, en passe d'appliquer au Parti socialiste la même recette (miracle ?) que François Hollande a adoptée lors du remaniement : réduire et simplifier... pour mieux renaître.

Après la gifle des municipales, le député de Paris, désigné successeur de Harlem Désir, devrait être adoubé par le Bureau national du parti ce mardi 15 avril. Au terme de la réunion des 306 membres du Conseil national, le nouveau Premier secrétaire s'exprimera vers 20 heures et présentera son programme de refonte.

Remaniement et rassemblement

Si Jean-Christophe Cambadélis est élu, le nombre de secrétaires nationaux devrait passer de 86 à 30

membres, délestage qui se veut à l'instar du "gouvernement de combat" de François Hollande. Le but ? "Se remettre en ordre de bataille pour la campagne des européennes. Pour l'instant la droite s'organise, nous, rien !", assure Francis Chouat, membre du Bureau national (BN). "Il faut avoir en ligne de mire une volonté de rassemblement et d'efficacité... Deux termes qui ont souvent été opposés au PS", estime ce proche de Manuel Valls, qu'il a remplacé à la tête de la mairie d'Evry. En somme :

On ne peut pas avoir un gouvernement resserré et un parti relâché."

Pour Emmanuel Maurel, issu de l'aile gauche du parti qui siège également au BN, appliquer la méthode de François Hollande pour rénover le parti tient plutôt du "cosmétique" :

Cette réponse n'est pas à la hauteur de l'enjeu ! Nous ne sommes pas là pour calquer le gouvernement de Manuel Valls, ou faire des secrétariats nationaux resserrés. Ce que les militants veulent avant tout, c'est qu'on leur redonne la parole !"

L'animateur du mouvement "Maintenant la gauche" préconise la tenue d'un congrès national après les élections européennes de mai, et hésite encore à se présenter contre Jean-Christophe Cambadélis. Une décision qu'il prendra aujourd'hui, s'il réussit à s'assurer d'un nombre de soutiens conséquent au sein du Conseil national.

Renouer avec les territoires

Autre nouveauté que veut porter Jean-Christophe Cambadélis : en plus d'une thématique assignée, les secrétaires nationaux devraient avoir un territoire sous leur responsabilité. "Je ne sais pas exactement sous quelle forme Jean-Christophe a l'intention de procéder au découpage entre les secrétaires, mais s'il s'agit de faire en sorte que la Rue de Solférino arrête de se parler à elle-même, je ne peux que être pour !", observe Francis Chouat. Avant d'ajouter :

L'effacement du PS aux municipales est sûrement la première cause de notre échec cinglant, et les secrétaires nationaux ont une vraie responsabilité dans la débâcle. Renouer le contact avec les territoires, avec les militants, doit être une de nos

priorités."

Reste à savoir si le divorce entre la base et la tête du PS n'est pas d'ores et déjà consommé.

Nouvelobs.com-Clément Quintard - Le Nouvel Observateur

III) Oui, M. Julliard, un besoin de gauche !

Emmanuel Maurel

Pour Emmanuel Maurel, chef de l'aile gauche du PS, Jacques Julliard, éditorialiste à Marianne, fait fausse route dans son analyse des résultats des municipales. Non, lui répond-il, « la droite ne s'est pas plus mobilisée que d'habitude » et oui, au cours de cette élection, il s'est exprimé « un besoin de gauche ».



Dans son dernier éditorial, M. Julliard convoque Lewis Carroll et le Père Noël (excusez du peu !) pour moquer une formule utilisée par moi le soir du second tour des élections municipales. A l'encontre des apparences, je prétendais en effet que ce scrutin témoignait d'un « indéniable besoin de gauche ».

« La France vote à droite », rétorque M. Julliard. A un homme de lettres, je demande de m'excuser par avance d'opposer le triste prosaïsme des chiffres.

Entre 2008 et 2014, la droite n'a pas progressé en nombre de suffrages exprimés. En pourcentage, elle passe de 45,3 % à 45,9 %. A contrario, la gauche, elle, s'effondre : elle réalise 43,8 % des voix en 2014 là où elle en totalisait 50,9 % en

en 2008. Le différentiel de participation est également frappant : là où François Hollande rassemblait plus de 60 % des suffrages exprimés le 6 mai 2012, l'abstention atteint 43,1 % ; là où il en recueillait moins de 50 %, l'abstention n'est plus que de 38,6 %.

La droite ne s'est pas plus mobilisée que d'habitude, ce sont les électeurs de gauche, et singulièrement les socialistes, qui ont boudé les urnes. Il n'y a pas de vague bleue. Il y a une énorme vague blanche, nourrie par la déception, l'impatience, parfois même la colère. A défaut d'un « besoin », cette abstention-sanction de gauche témoigne bien, et même M. Julliard n'en disconvient pas, d'un « manque ». Oui, la gauche manque à une partie de nos électeurs qui se sont reconnus dans le message de la campagne de 2012, et qui ne se retrouvent pas toujours dans une politique qui trop souvent s'en éloigne.

Mais le reste de la gauche ne profite pas de la déroute du PS, observe finement l'éditorialiste. Ça se discute. Certes, EELV et le Parti communiste ne font pas des percées spectaculaires. Mais ils résistent relativement mieux que les socialistes. Bien entendu, il n'y a pas de principe des vases communicants entre les forces. Pour mieux étayer son implacable démonstration, M. Julliard fait mine de s'en étonner. C'est oublier que c'est le cas... depuis plus de trente ans ! Pour nos électeurs, même diverse, la gauche est une. Quand le PS défaille, le reste de la gauche en pâtit.

De ces constats, je tirai le soir du second tour des municipales une conclusion : il faut mener une politique plus équilibrée (qui privilégie la relance de l'activité économique à la baisse des dépenses publiques, qui cesse de résumer la question de la compétitivité au seul « coût du travail », et qui fasse de la réorientation de la construction européenne une priorité absolue), soutenue par une majorité plus large (qui rassemble les forces qui ont épaulé François Hollande en mai 2012).

Pour le reste, je fais évidemment mienne l'interprétation «non politicienne» de Jacques Julliard. Le scrutin de dimanche révèle une colère grandissante devant l'apparente impuissance des hommes politiques à peser sur le cours des choses, à maîtriser un monde où l'argent est la mesure de tout. Quand les dirigeants semblent redouter la pression des marchés financiers plutôt que la colère des peuples, comment leur donner tort ?

Mais, de ce constat lucide, M. Julliard tire une conclusion surprenante : « Même de gauche, les électeurs ne croient pas à l'autre politique. » Ainsi donc, les électeurs sanctionneraient une ligne qu'ils considéreraient pourtant comme la seule possible ? Cela ne tient pas. Pour une raison simple. Le peuple, dans sa grande sagesse, n'a jamais cru que la politique se réduisait à un choix entre deux seules options : celle des raisonnables (il fut un temps où ils s'enorgueillissaient d'appartenir à un « cercle ») et celle des irréalistes (tous les « autres »). Il y a une multitude de politiques possibles. Il y a des dizaines de choix. A commencer par celui de changer de cap quand les résultats ne sont pas au rendez-vous.

marianne.net

IV) Electricité, écotaxe, diesel : Royal imprime sa marque

Par Aurelie Abadie

La nouvelle ministre de l'écologie reprend en mains tous les dossiers sensibles. Après la "remise à plat" de l'écotaxe, Royal s'attaque au chantier du prix de l'électricité et promet de ne pas alourdir la facture.



Ségolène Royal s'attaque à tous les dossiers sensibles dont celui de la facture d'électricité. - SIPA

Aussitôt installée dans son siège de ministre de l'écologie, Ségolène Royal n'a pas attendu pour imposer son style en prenant à bras le corps les dossiers les plus sensibles. A commencer par l'écotaxe, dont elle a annoncé au lendemain même de sa nomination "

Dans le sillage de son secrétaire d'Etat aux transports, Frédéric Cuvillier, qui a évoqué une "contribution" des transporteurs routiers à l'entretien des infrastructures de transports, Mme Royal a confirmé ce matin sur RMC-BFM TV qu'elle étudiait la faisabilité d'une telle contribution. Il s'agirait d'imposer aux transporteurs routiers étrangers "qui traversent la France sans payer la TIPP" (taxe sur les produits pétroliers) une taxe qui servirait à financer l'entretien des routes.

<http://bcove.me/q6ktzx2i>

Se démarquant du projet d'écotaxe de son prédécesseur, Ségolène Royal a rappelé sa vision de l'écologie : "l'écologie ne doit pas être punitive, elle est positive", a-t-elle déclaré au micro de Jean-Jacques Bourdin ce matin. "Le problème avec les portiques c'est que tout le monde passe dessous, y compris les transporteurs français qui paient déjà la TIPP", a-t-elle expliqué. De plus, ces portiques tant décriés lors de la fronde des coûtent 300 000 euros à l'Etat, a rappelé Mme Royal. "Il faut déboursier 300 000 euros avant même de percevoir le produit de l'écotaxe". Une commission d'enquête se penche actuellement sur le sujet au Sénat.

Pour remplacer l'écotaxe, Mme Royal étudierait en particulier l'exemple suisse, qui impose aux transporteurs routiers de payer une vignette aux frontières. Elle envisagerait également de taxer les sociétés d'autoroutes "si l'on parvient à obliger les camions étrangers à prendre l'autoroute plutôt que les routes".

Royal promet de ne pas augmenter la facture EDF

La ministre de l'écologie doit également s'attaquer au dossier sensible du prix de l'électricité. Conformément à l'engagement de campagne du président Hollande, Royal souhaite ne pas alourdir le budget des ménages. Or, le Conseil d'Etat vient d'imposer au gouvernement un "rattrapage" sur le prix de l'électricité. Le Conseil d'Etat a confirmé que la hausse modérée des tarifs décidée en 2012 par le gouvernement Ayrault était en effet insuffisante pour couvrir les coûts d'EDF. Un tel rattrapage pourrait faire grimper la facture EDF de 30 à 50 euros par ménage.

«Mon souci, c'est que lorsque les Français vont payer leur facture cette année, en 2014, il n'y ait pas de coût supplémentaire par rapport à ce qui avait été promis», a souligné Ségolène Royal ce matin sur BFM TV. Pour cela, Mme Royal étudierait plusieurs pistes afin de compenser le rattrapage tarifaire dans le budget des ménages, cela pourrait passer par exemple par des économies d'énergie. La ministre recherche ainsi une mesure «pleine de bon sens et conforme aux règles». «La volonté politique doit l'emporter» sur ce dossier, a-t-elle souligné.

Enfin, sur le diesel, Mme Royal ne s'est pas déclarée favorable à une taxation dans l'immédiat. "Après avoir incité les Français à acheter des voitures diesel, il serait aberrant de les taxer." En revanche, la ministre appelle à "en terminer petit à petit avec les voitures diesel". "Il faut développer l'électrique", a-t-elle martelé. La loi sur la transition énergétique est attendue pour le mois de mai en Conseil des ministres avant d'être présentée au Parlement en juillet. Le tempo Royal est donné : il faut aller "le plus vite possible", estime la ministre.

lesechos.fr-Aurélié Abadie

V) Pierre Gattaz propose "un Smic intermédiaire"

Par Alexis Toulon et Olivier Samain



© MAXPPP

INFO E1 - Le patron du Medef estime que cette solution permettrait aux jeunes et aux personnes éloignées de l'emploi de sortir du

du chômage.

Pierre Gattaz, président du Medef tenait sa conférence de presse annuelle au siège du syndicat patronal mardi. Il a profité de sa rencontre avec les journalistes pour expliquer quels freins rencontraient les entreprises dans l'embauche de salariés. Le premier est le Smic, selon le patron du Medef qui plaide pour "un Smic intermédiaire".

"Le niveau du Smic est une marche d'escalier importante à franchir", assure Pierre Gattaz. Il explique que ce salaire minimum est un frein à l'embauche pour "les personnes très éloignées de l'emploi et pour les jeunes". La solution serait donc de créer un "Smic intermédiaire, qui permettrait sur une période déterminée, transitoire et temporaire de pouvoir franchir cette marche d'escalier", détaille le patron.

L'intérêt de cette solution serait, pour Pierre Gattaz, de permettre aux "personnes concernées" de sortir du chômage. "Quelqu'un qui a le pied dans l'entreprise est à moitié sauvé !", a assuré le patron du Medef. Interrogé par Europe 1 sur les précédents de cette idée, comme le CIP sous Balladur ou le CPE sous Dominique de Villepin, qui avaient provoqué une forte mobilisation, notamment étudiante, contre eux, le patron Pierre Gattaz a expliqué qu'"en 2014, il faut changer de dogme".

europe1.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Ce qui va changer avec l'union bancaire en Europe

Le Monde.fr avec AFP



« L'euro est anormalement fort compte tenu de la position de la zone euro dans le cycle économique et de son retard dans la reprise de la croissance par rapport à d'autres », affirme le gouverneur de la Banque de France. | AFP/DANIEL ROLAND

Le Parlement européen a adopté mardi 15 avril à une très large majorité un ensemble de textes complétant l'union bancaire. Avec ce vote, « nous disposons d'un système véritablement européen pour superviser toutes les banques de la zone euro et traiter leurs faillites éventuelles », a réagi sur Twitter le commissaire européen chargé des services financiers, Michel Barnier, saluant un « accord historique en un temps record ».

Désormais, « le système européen sera conçu pour que l'argent des contribuables soit mieux protégé, en faisant en sorte que les banques soient en première ligne et paient pour leurs propres erreurs », a souligné l'eurodéputée socialiste portugaise Elisa Ferreira. Le dispositif, également salué par le groupe PPE (conservateurs), introduit une mutualisation du risque en cas de faillite des banques et des transferts de souveraineté sans précédent pour mieux contrôler un secteur à l'origine de la crise financière. Il repose sur trois nouveaux textes, qui viennent compléter l'architecture mise en place l'an dernier avec l'adoption du mécanisme unique de supervision des banques de la zone euro, confiée à la Banque centrale européenne.

Des banques renflouées par les

créanciers et les actionnaires

Le premier texte adopté mardi met les banques face à leurs propres responsabilités en cas de faillite ou de crise généralisée. Désormais, selon le principe du renflouement interne ou bail-in, ce seront les créanciers et les actionnaires qui seront sollicités en premier lieu pour renflouer les banques ou supporter leurs défaillances, et non l'argent public. Cette directive sur le redressement des banques et la résolution des crises bancaires — approuvée par 584 voix pour, 80 voix contre et 10 abstentions — établit des règles uniques pour les Vingt-Huit.

Un fonds commun pour la liquidation des banques dans la zone euro

Les banques de la zone euro seront, elles, gérées selon un mécanisme unique de résolution, qui reposera sur deux piliers : un conseil de résolution unique pour s'occuper de la liquidation des banques, y compris en l'espace d'un week-end s'il le faut, et un fonds de résolution commun alimenté par le secteur bancaire. Ce texte a été

approuvé par 570 voix pour, 88 voix contre et 13 abstentions. Il avait donné lieu à d'âpres batailles entre les Etats et le Parlement, laissant craindre un moment qu'il ne soit pas adopté sous la législature actuelle. « Le Parlement européen a réussi à écarter les pressions illogiques de certains Etats au cours de la négociation », et à « défendre un mécanisme juste, efficace, rapide et véritablement européen », a souligné son président, le socialiste allemand Martin Schulz, dans un communiqué. Les eurodéputés ont notamment obtenu que le fonds de résolution, qui sera doté de 55 milliards d'euros en vitesse de croisière, soit approvisionné en huit ans au lieu de dix, et plus rapidement mutualisé.

Les dépôts des épargnants mieux protégés

La garantie des dépôts, qui prévoit que les dépôts des épargnants soient protégés en cas de faillite bancaire à hauteur de 100 000 euros au maximum, a été renforcée. La nouvelle directive — adoptée sans vote — prévoit notamment que les épargnants puissent récupérer leur épargne dans un délai raccourci à sept jours ouvrés.

lemonde.fr

VII) Les politiques attaquent Marine Le Pen sur son absentéisme



The three FN MEPs in the European Parliament

En pleine campagne pour les élections européennes, les attaques des politiques français contre Marine Le Pen se multiplient. Principal reproche, l'absentéisme récurrent de la présidente du Front National au Parlement européen, alors que celle-ci se présente pour un troisième mandat.

« Dans la commission où siège Karima Delli il y a aussi Marine Le Pen, mais elle ne l'y a jamais vue » souligne avec ironie l'eurodéputé vert Yannick Jadot sur Twitter. La critique sur l'assiduité de l'eurodéputée du FN semble être devenue un sport national dans la campagne pour les élections européennes.

Forte de son succès aux élections municipales de mars, où le parti d'extrême droite a remporté une quinzaine de mairies, Marine Le Pen compte poursuivre sur sa lancée et vise une vingtaine d'élus au Parlement européen, contre 3 aujourd'hui.

Selon le dernier sondage de l'Ifop publié le 11 avril pour Paris Match et Sud Radio, le parti de Marine Le Pen arriverait en tête aux élections européennes (24 %), suivi par l'UMP (23 %) et le PS allié au PRG (21 %).

Mais face à la montée du Front National dans les sondages à quelques semaines des élections européennes, les politiques français de tout bord s'agacent du discours anti européen de la présidente du parti frontiste et pointent du doigt son absence de travail durant ses deux mandats à Bruxelles.

« Absentéisme militant »

Tête de la liste d'Europe Écologie Les Verts dans le Sud-Ouest, José Bové fortement critiqué la présidente du FN, l'accusant « d'absentéisme militant » en étant uniquement « présente aux séances plénières » du Parlement européen et de faire l'impasse sur le travail en commission.

Selon les statistiques de Votewatch, Marine Le Pen ne brille effectivement pas par la quantité de son travail parlementaire. L'eurodéputée frontiste affiche une participation aux votes en séance plénière de 65,6 % alors que la moyenne est de 83,3% pour l'ensemble des eurodéputés français. Un score qui lui permet de rester au-dessus des 50 %, seuil en dessous duquel les eurodéputés

perdent la moitié de leur indemnité journalière de présence.

Parmi les activités parlementaires, Marine Le Pen a rédigé 3 questions parlementaires et 44 interventions en séance plénière pendant ses 5 ans de mandat. Le compteur sur le nombre de résolutions, de rapports ou encore de déclarations écrites reste bloqué à zéro depuis 2009.

Si l'eurodéputée n'est pas la seule élue française à désertier les bancs du Parlement européen, l'absentéisme chronique des trois élus frontistes (Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch) est pointé du doigt.

« Jean-Marie Le Pen est là depuis quasi trente ans. Qu'a-t-il apporté à l'Union européenne ? Rien. Qu'apporte Marine Le Pen à part ses absences ? Rien » a affirmé Nadine Morano, ex-ministre du gouvernement Fillon sur RJC. « Les Le Pen se servent du Parlement européen comme d'une affaire familiale, c'est une PME pour eux. Ils viennent y chercher de l'argent, mais ils ne viennent pas y travailler », a poursuivi la tête de liste UMP dans le Grand Est,

La candidate aux élections européennes a également été attaquée par l'actuel président du Parlement européen et candidat socialiste à la présidence de la Commission européenne, Martin Schultz. La semaine dernière, la leader du FN a refusé de débattre avec le candidat.

Une fin de non-recevoir que Martin Schulz a immédiatement expliquée par l'absence de bilan de Marine Le Pen. « Elle ne veut pas débattre avec un député européen, car elle sait qu'elle n'a aucun bilan à défendre au Parlement européen. Elle n'y a fait qu'occuper un siège pendant cinq ans » a asséné le président du Parlement dans une tribune.

« Son implication au Parlement restera toujours aussi nulle, son bilan toujours aussi inexistant. Le Front national n'a rien à offrir, à part des rémunérations confortables, aux frais du contribuable, pour ses élus absentéistes. » a-t-il poursuivi.

Lors du débat télévisé, c'est finalement le candidat de l'UMP en Ile-de-France, Alain Lamassoure, qui a affronté Marine Le Pen, et repris les critiques sur son bilan. « Vous appartenez à la commission de l'emploi et des affaires sociales : vous y êtes allée 1 fois en 7 ans » a rappelé l'eurodéputé dans « des paroles et des actes » sur

France 2 le 10 avril. « Vous dites aux électeurs votez pour moi : ça fait 10 ans que je ne fais rien, et j'en demande 5 de plus! » s'est-il exclamé.

Contrevérités

Face à l'euroscepticisme croissant en France, les attaques sur le maigre bilan du Front National semblent un terrain plus sûr que celui des idées résolument antieuropéennes, alors que le sentiment anti-européen gagne du terrain auprès des électeurs français.

Reste que les idées défendues par Marine Le Pen sur l'Union européenne déclenchent régulièrement la colère de ses opposants, qui dénoncent des contre-vérités à répétition, notamment sur la monnaie unique.

« Tout le monde le sait: la sortie de l'euro, c'est 20 à 30 % du coût de la vie en plus. C'est la perte pour le pays de tous ses liens économiques. Ça n'apporte aucune solution » a affirmé José Bové, dénonçant les mensonges de la candidate sur les bienfaits de la sortie de l'euro.

Au Parlement européen, les coups de sang des eurodéputés français sont nombreux face aux déclarations de la présidente du FN. Début mars, l'eurodéputée du Front de gauche Marie-Christine Vergiat dénonçait l'utilisation détournée des chiffres sur le nombre de migrants de l'agence européenne Frontex de Marine Le Pen. « La manipulation des chiffres par Mme Le Pen n'est pas nouvelle. Elle ne fait qu'attiser des peurs et alimenter, le repli sur soi » s'insurgeait l'eurodéputé.

Début février, c'était au tour de l'eurodéputé Alain Cadec de hausser le ton. « Lors de l'émission Mots Croisés, Marine Le Pen [...] a affirmé que le Parlement européen s'apprêtait à voter la "directive Lunacek" qui, selon elle, aurait légalisé la PMA et la GPA à l'échelle européenne. Et puis quoi encore! » s'est exclamé l' élu UMP dans un communiqué.

« Il existe bien un rapport Lunacek, voté ce mardi, mais il s'agit d'une simple opinion sans valeur juridique, cela s'appelle un "rapport d'initiative". Par ailleurs, ce texte ne contient pas un seul mot sur la PMA et la GPA » a-t-il précisé.

VIII) Cambadélis élu premier secrétaire du PS



Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Le député de Paris obtient 67, 12% des voix du conseil national, le parlement du parti, face à Sylvain Mathieu, candidat de l'aile gauche, qui récolte 32,88%.



Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et secrétaire national du Parti socialiste. (LIONEL BONAVENTURE /

Jean-Christophe Cambadélis, 62 ans, a été élu mardi 15 avril premier secrétaire du Parti socialiste, où il succède à Harlem Désir, entré au gouvernement la semaine dernière, a annoncé son entourage

Le député de Paris a obtenu 67, 12% des voix du conseil national, le parlement du parti, face à Sylvain Mathieu, candidat de l'aile gauche déclaré à la dernière minute, qui a obtenu 32, 88% des suffrages.

Lors de son discours devant le Conseil national du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis a annoncé la tenue d'"Etats généraux des socialistes" pour "reformuler le projet".

S'exprimant sur son compte Twitter, il a aussi proposé "une conférence militante" lors de laquelle "l'orientation politique sera discutée", devant le parlement du parti réuni à huis clos à l'Assemblée nationale.

Il a également annoncé que l'eurodéputée Pervenche Bérès serait la tête de liste des socialistes aux élections européennes pour la région Ile-de-France, en remplacement de Harlem Désir.

"L'austérité de Bruxelles est une erreur, imposons

par notre vote une nouvelle croissance", a-t-il lancé.

"'Refaire parti' par et pour les militants"

Celui qui doit tenir les rênes de Solférino à titre transitoire jusqu'au prochain congrès a également annoncé, comme prévu, une équipe resserrée, un secrétariat provisoire qui sera de "30 membres". Sur la forme, il a proposé que le bureau national du PS (exécutif) se réunisse les samedi au lieu des mardi et que le Premier ministre vienne "échanger avec nous".

"Je saurai travailler à l'unité et à un mode de direction collégiale", a-t-il assuré, soulignant que "le rassemblement de la gauche, c'est le domaine partagé dans le PS". Le député de Paris a aussi annoncé "trois rendez-vous: sur la fracture territoriale et les moyens de la surmonter, sur l'entreprise et sur la culture".

"Je vous appelle à 'refaire parti' par et pour les militants", indique-t-il encore sur twitter.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

IX) Elu à la tête du PS, Cambadélis propose des «Etats généraux des socialistes»

P.Th.



Paris, ce mardi. Jean-Christophe Cambadélis a annoncé la tenue d'«Etats généraux des socialistes» pour «reformuler le projet» devant le parlement du parti. | AFP / Jacques Demarthon

«Pourquoi voulez-vous qu'à 62 ans j'entame une carrière de béni oui-oui ?» Jean-Christophe Cambadélis a tenu à s'affirmer avant d'être élu premier secrétaire du PS, ce mardi soir, avec 67,12% des voix du Conseil national.

Largement soutenu par le courant majoritaire, son élection à la tête du PS relevait de la formalité, malgré la candidature de Sylvain Mathieu, premier fédéral de la Nièvre, représentant la gauche du parti (lire encadré ci-dessous).

Le successeur d'Harlem Désir, exfiltré vers le secrétariat aux Affaires européennes, peut cependant se féliciter de son score. «A plus de 60 % ça aurait de la gueule», expliquaient les pronostiqueurs du PS dans nos colonnes ce mardi matin.

Dans son discours tenu avant le vote, Jean-Christophe Cambadélis a d'emblée proposé de «reformuler» le «projet socialiste par des Etats généraux des socialistes», reprenant-là une demande de «Maintenant la gauche». Pas de congrès extraordinaire, en revanche, comme le souhaitait ce courant de l'aile gauche, mais «une conférence militante» lors de laquelle «l'orientation politique sera discutée».

Le courant majoritaire avait rejeté l'idée d'un tel congrès, estimant qu'il ne ferait que «rajouter de la crise à la crise» après la débâcle des élections municipales. Ce mardi, Cambadélis a prévenu : «Un débat sur la ligne ? Très bien ! Mais dans l'ordre et maîtrisé. Il ne s'agit pas d'étouffer le débat mais déboucher, progresser, réussir.»

«Il faut se bouger»

Car l'enjeu est bien, pour le Parti socialiste, remanié à l'instar du gouvernement ou du cabinet de François Hollande, de se relever de cette déroute historique. «Il faut se bouger. Les Français nous ont dit : il faut s'occuper de nous et les militants socialistes nous disent : il faut nous écouter. Eh bien ces deux éléments là, ce sera ma feuille de route», avait lancé le futur premier secrétaire à son arrivée à l'Assemblée nationale où se réunissait le parlement du PS. Il faut «prendre la mesure du choc du 30 mars pour y remédier», a-t-il insisté lors de son discours, qu'il avait pris soin de faire live-tweeter, le Conseil national se tenant à huis clos.

«Je vous appelle à refaire parti par et pour les militants», a-t-il également déclaré, tout en

pointant le risque de «mourir de l'entre soi», d'une «sclérose en plaque technocratique». «Je saurai travailler à l'unité et à un mode de direction collégiale», a-t-il encore promis.

Désormais soutenu par les deux têtes de l'exécutif, celui qui prend les rênes de Solférino (un vieux rêve) à titre transitoire jusqu'au prochain congrès a conclu en affichant sa loyauté : «Notre but est la réussite du quinquennat de François Hollande. Nous agissons à l'Assemblée, au Sénat, dans les territoires, main dans la main avec le gouvernement de Manuel Valls.»

30% pour la motion de l'aile gauche

Sa motion rejetée, l'aile gauche du PS a finalement présenté un candidat face à l'archi-favori, Jean-Christophe Cambadélis, ce mardi : Sylvain Mathieu, premier fédéral de la Nièvre, représentait les deux courants «Un monde d'avance» et «Maintenant la gauche», avec des membres d'une motion minoritaire au congrès de Toulouse.

La motion de l'aile gauche, proposée en début de conseil a été rejetée par 131 voix contre (soit 30%), 54 pour et 4 abstentions. Elle proposait la mise en place d'une direction collégiale jusqu'à un congrès extraordinaire à l'automne. «Il n'est pas envisageable que l'on puisse dans une salle de l'Assemblée nationale, certes avec le Conseil national du PS qui représente les différentes sensibilités du PS, ne pas donner la parole aux militants», a regretté l'un de ses représentants, le député de l'Essonne, Jérôme Guedj, sur BFM TV après le vote.

LeParisien.fr

A Suivre...
La Presse en Revue